

Attribution de temps

Or, il importe de rappeler les faits. Depuis l'arrivée au pouvoir du gouvernement en février 1980, immédiatement après l'adoption de la politique en question en 1979, les dépenses de l'État ont augmenté de 68 p. 100 tandis que l'indice des prix à la consommation augmentait seulement de 37 p. 100 et le produit national brut de 33 p. 100.

Il ne fait aucun doute que le public canadien voudrait et est en mesure d'exiger que nous débattions comme il convient les besoins d'emprunts du gouvernement, mais le gouvernement nous empêche de le faire. Le ministre d'État a dit qu'après tout, le Parlement avait pu discuter de la question pendant 24 heures. Je ne suis pas certain que ses calculs soient exacts, mais si l'on divise 19 milliards par 24, on constate que cela représente 800 millions de dollars à l'heure. Le ministre semble vouloir dire qu'après avoir passé tout ce temps à discuter de cette mesure, nous devrions maintenant l'adopter.

Je doute fort que le débat ait duré aussi longtemps, mais de toute façon, le ministre ne tient aucun compte du fait que, même si nous avons discuté de cette mesure pendant plusieurs heures ou plusieurs jours, le gouvernement a refusé à maintes reprises de répondre à nos questions au comité quand nous avons essayé de savoir, non seulement pourquoi le gouvernement avait besoin de ces nouveaux emprunts, mais aussi ce qu'il avait fait de l'argent déjà emprunté. Les délibérations qui ont lieu à la Chambre des communes visent avant tout à nous permettre de discuter et éventuellement de nous entendre sur les changements qui devraient être apportés à certaines mesures.

Nous estimons que si le gouvernement a vraiment besoin des 5 milliards de dollars en question pour l'année financière en cours il faudrait peut-être l'autoriser à les emprunter. Mais nous ne pouvons lui donner carte blanche pour emprunter 14 milliards de dollars pour l'année prochaine sans qu'il nous explique davantage à quoi va servir cet argent. Voilà notre position. Dire que nous avons fait valoir notre point, que de toute façon nous avons suffisamment débattu cette mesure et que le gouvernement doit maintenant invoquer la motion de clôture pour en finir, c'est priver le Parlement de l'un de ses droits les plus fondamentaux, le droit de regard non seulement sur les dépenses publiques, mais aussi sur les emprunts que le gouvernement contracte au nom des Canadiens.

Or, le seul droit vraiment important dont nous jouissons à la Chambre, c'est le droit de regard sur les dépenses et les emprunts du gouvernement. Nous constatons tous les jours que ce n'est plus dans une véritable démocratie représentative que nous vivons, mais sous un régime de dictature électorale, une dictature qui se soumet au jugement de l'électorat quand elle estime pouvoir se faire réélire sur des problèmes forgés de toutes pièces; on parle de charisme dans ce cas-là. Cette dictature cherche à donner le change aux électeurs pour reprendre les rênes du pouvoir et mener le pays à sa perte.

J'ose espérer que les députés vont voter selon leur conscience cette fois. J'espère qu'ils vont dire au premier ministre (M. Trudeau), au ministre des Finances (M. Lalonde) et ministre d'État (Finances) qu'il faut un peu plus de temps pour étudier cette mesure et peut-être lui apporter les amendements qui s'imposent. J'estime donc que cette mise au point est nécessaire car la façon dont le gouvernement dirige notre économie est déplorable.

• (1540)

Je tiens à bien préciser que, d'après les comptes publics de l'année financière 1982-1983, le déficit prévu dans le budget de 1981, exprimé en pourcentage du produit national brut, serait de -2.8 p. 100. C'est en partie de cela que nous parlons aujourd'hui, monsieur le Président, de ce besoin d'emprunter du gouvernement pour financer son déficit. Il nous a dit alors qu'il serait de -2.8 p. 100. Dans le budget de juin 1982, il était remonté à -5.4 p. 100 de notre PNB. Dans l'exposé financier d'octobre 1982, il était de -6.7 p. 100 du PNB. A la dernière mise à jour le mois passé, il était rendu à -7.8 p. 100 du PNB. Et voilà que le gouvernement nous dit que, même s'il a induit la Chambre et le public en erreur au sujet de l'année financière en cours, il voudrait que nous lui donnions carte blanche pour emprunter encore 14 milliards de dollars qui lui dureront, dit-il, à peu près jusqu'à l'été. Le gouvernement ne sait même pas combien de temps s'écoulera avant que ces fonds soient épuisés, mais il aimerait les avoir tout de suite.

Le ministre d'État aux Finances se demande comment nous pouvons oser retarder l'adoption de cette mesure, puisque cela empêche le gouvernement d'emprunter. Le ministre s'imagine que le gouvernement a le droit d'emprunter et que nous ne devrions pas mettre en question les dépenses qui ont entraîné le malaise dont j'ai donné une idée en citant les données du gouvernement. Mais, monsieur le Président, nous en sommes au point où un dollar d'impôt sur quatre sert à payer les intérêts sur la dette du gouvernement. C'est phénoménal. Autrement dit, nous en sommes au point où le gouvernement dépense \$1.50 pour chaque dollar de recettes; à peu près le tiers des dépenses globales du gouvernement fédéral est emprunté pour payer le déficit, ce qui est tout à fait inacceptable.

J'ai bel et bien entendu des ministériels dire que c'est ça la théorie keynésienne. D'après eux, quand nous traversons une crise économique ou une récession, il faut gonfler le déficit pour en sortir. La réalité prouve le contraire, monsieur le Président. Si vraiment un plus gros déficit devait nous aider, nous aurions une des économies les plus florissantes du monde. Le fait est que, d'après les prédictions faites en novembre 1981, le déficit de 1982-1983 devait être de 10 milliards de dollars. Toujours selon eux, il était rendu à 19 milliards en juin, à 23 milliards en octobre, pour atteindre enfin 27 milliards de dollars. Bref, le gouvernement, en une seule année financière, a laissé son déficit passer de quelque 10 milliards à 27 milliards de dollars, et il est maintenant probable qu'il atteindra 30 milliards de dollars.

Je dis cela, monsieur le Président, car lorsqu'on demande aux députés de bâillonner le Parlement dans le cas du bill dont nous sommes saisis, ils devraient se demander pourquoi. Pourquoi le gouvernement a-t-il laissé son déficit prendre une telle ampleur? Sans doute, les socialistes, à gauche, aiment parler de déficits à court terme. Ils sont, bien sûr, en faveur de ces déficits considérables que nous connaissons depuis quelque temps. Mais, à vrai dire, même si le gouvernement et les socialistes considèrent ces déficits comme étant à court terme, il n'en demeure pas moins que le gouvernement fédéral n'a pas équilibré son budget depuis 1970 et que, selon les prévisions, il va accumuler des déficits de 140 milliards de dollars au cours des cinq prochaines années.